

LA PRODUCTION CAFÉIÈRE AU BURUNDI

Agronomie, vulgarisation et rapports sociaux

H. Cochet(*)

Agroéconomiste, Maître de Conférences à l'Institut National Agronomique
Paris Grignon
16, rue Claude Bernard, 75005 Paris, FRANCE

B. Ndarishikanye()**

Agroéconomiste
7388, 2^{ème} Avenue, Montréal QUEBEC H2A 3G9

Résumé

Dans cet article, les auteurs analysent d'abord les différentes étapes historiques du développement de la caféiculture au Burundi, et en particulier les conditions de son insertion dans les exploitations agricoles paysannes. Ils montrent ensuite comment l'élaboration d'un ensemble de références agronomiques par les institutions coloniales mais aussi postcoloniales de recherche agronomique et de vulgarisation a finalement conduit à une simplification progressive du message technique transmis aux agriculteurs. Ils démontrent que les normes techniques considérées comme optimales par les organismes de recherche étaient pourtant inadaptées à la diversité des situations paysannes, mais que le jeu des rapports sociaux de production dans lequel les producteurs de café se trouvaient placés en a toujours interdit la remise en question.

(*) Hubert Cochet, agro-économiste, est actuellement enseignant-chercheur à l'Institut national Agronomique Paris Grignon, dans le laboratoire « Agriculture Comparée et Développement Agricole ». Après avoir travaillé pendant cinq ans au Mexique sur les transformations anciennes et récentes de l'agriculture dans l'état du Michoacan, il a ensuite enseigné à l'Université du Burundi de 1990 à 1993. Depuis cette époque, il a consacré ses recherches à la dynamique du système agraire de ce pays et publié de nombreux articles sur cette question. Il a récemment étendu le champ géographique de ces travaux à d'autres pays, notamment à l'Ethiopie.

(**) Barnabé Ndarishikanye, agro-économiste et ancien Maître-assistant à l'Université du Burundi, a travaillé sur le thème du café au Burundi, notamment sur le problème des prix et des déterminants de l'offre agricole d'exportation. Depuis 1993, il a publié plusieurs travaux sur le conflit politico-ethnique, en particulier sur les aspects relatifs aux violences identitaires, et sur l'influence des rapports état/paysannerie sur ce conflit.

La culture des caféiers concerne aujourd'hui la majorité des agriculteurs burundais. Pour eux, le café représente à la fois une source de revenu monétaire qu'ils souhaiteraient préserver, et un système de culture dont les exigences apparaissent de plus en plus difficiles à satisfaire. La production de café *arabica* représente aussi à la fois la première source de devises du pays (entre 60 à 85% des recettes d'exportation suivant les années) et l'une des principales ressources budgétaires aux travers des taxes (à l'exportation) et autres prélèvements effectués par l'état sur la filière café. Et pourtant, la caféiculture pose d'innombrables problèmes et semble aujourd'hui cumuler un ensemble de contradictions majeures. Rarement considérations techniques, rapports sociaux et enjeux politiques n'auront été si intimement imbriqués.

1. L'insertion du café dans le système agraire burundais.

Depuis son introduction à l'époque coloniale dans les collines burundaises, la progression du café dans les assolements et l'accroissement de la production n'ont pas été linéaires, malgré six décennies de politique très volontariste en la matière. L'histoire de ce développement permet de mettre en évidence les conditions et facteurs qui, à chacune de ses étapes, ont permis - ou au contraire ralenti - l'extension du café.

Crise agricole et imposition du café: les années trente et quarante.

Bien que des essais aient été pratiqués antérieurement (dès l'époque allemande), c'est au début de la décennie des années trente que les agriculteurs découvrent massivement la culture du café. Chacun sait que cette "découverte" fût marquée du signe de la chicote et que la politique caféière de l'époque n'avait pas d'autre but que celui de permettre aux "hommes adultes valides" de s'acquitter de l'impôt *per capita* mis en place par les autorités de tutelle. On connaît moins bien, en revanche, les caractéristiques principales de l'agriculture burundaise de cette époque et les conditions concrètes dans lesquelles les paysans d'alors ont vécu l'irruption du café sur leur colline. C'est sur ces questions que nous nous arrêterons un instant.

Au XIX^e siècle, l'agriculture burundaise était surtout basée sur les céréales (éleusine, sorgho et maïs) et les légumineuses (haricots *phaseolus* et *vigna*, petit pois dans les zones hautes). A l'exception des régions chaudes de l'Imbo et du Kumoso, les tubercules les plus consommés aujourd'hui (manioc, patate douce et taro) étaient très peu cultivés, tout comme le bananier dont le développement si spectaculaire est lui aussi relativement récent. Le maintien de la fertilité des terres cultivées était assuré par un élevage (bovin, ovin et caprin) associé, les paysans récupérant chaque matin les déjections animales déposées dans le *rugo* pour les épandre sur les parcelles à emblaver (COCHET, 1998, p. 29).

Mais vers la fin du siècle, cependant, le pays est brutalement plongé dans une grave crise agraire qui met fin à cette période de relative prospérité. A partir de 1891, la peste bovine (puis la fièvre aphteuse) emporte une partie des troupeaux. L'année suivante, la variole fait des ravages parmi les populations et à partir de 1905, c'est la trypanosomiase (humaine et animale) qui devient le principal fléau. La disette s'abat sur l'ensemble du pays tandis que des famines éclatent dans les régions les plus touchées (en 1889-1892,

puis de nouveau en 1904-1906 et 1909-1911). En ce qui concerne le bétail, la moitié au moins des bovins auraient péri et de nombreux agriculteurs se seraient ainsi retrouvés sans bétail. (COCHET, 1998, p. 49).

La conquête coloniale intervient donc en pleine crise agraire et les perturbations politiques, sociales et économiques qu'elle a entraînées, aggravent encore la situation. Après la défaite allemande de 1918 et l'installation des nouvelles autorités de tutelle, l'entreprise coloniale connaît un nouveau souffle et son emprise sur la société et l'économie burundaise devient décisive. La mise en place, par le pouvoir colonial belge du système d'administration "indirecte" s'accompagne d'une modification des charges pesant sur la paysannerie. Bien que l'ancien système tributaire ne soit plus de mise, il faut encore nourrir la composante burundaise de l'administration indirecte, de même que l'ensemble de la structure coloniale non autochtone. Les deux piliers de ce nouvel édifice seront l'impôt associé à la culture obligatoire du café, d'une part, le système des corvées, d'autre part.

L'impôt, qui doit être réglé en argent, contraint les producteurs à accepter de planter les caféiers qu'on leur impose et de recevoir l'argent donné en échange de la récolte annuelle. La vente annuelle du café est donc la seule source d'argent accessible aux paysans nouvellement soumis à l'impôt. Le problème, c'est que impôts et corvées sont prélevés sur une paysannerie à peine remise de la grande crise agraire du début de siècle et alors que la plupart des familles paysannes n'ont pas pu reconstituer le troupeau qu'elles possédaient à la génération précédente.

Il n'est donc pas étonnant que le développement de la caféiculture ait été plutôt lent dans ce contexte difficile, et ce, malgré toutes les mesures coercitives exercées par les autorités coloniales et "coutumières" (chefs et sous-chefs nommés par la tutelle). Les seules personnes pour qui la culture du café deviendra une entreprise lucrative seront celles qui pourront mobiliser à leur profit terres et main-d'œuvre corvéable sans limite. Ce fut notamment le cas de certains chefs coutumiers dont le plus fameux en la matière fut Baranyanka (territoire de Ngozi): il possédait 35 000 caféiers en 1939 (GAHAMA, 1983, p. 185). Eux, et eux seuls, s'engageront résolument dans l'extension tout azimut de leurs plantations. A l'exception de ce petit nombre de "gros planteurs", chacun se contentera des 51 plants obligatoires. Certains producteurs, moins bien lotis et installés dans des régions peu favorables au café, les arracheront au bout de quelques années, pendant la nuit.

Pendant les premières années du café au Burundi, on encouragera les agriculteurs à placer leur parcelle près de l'enclos afin de bénéficier des terres les mieux fumées, c'est à dire souvent dans la bananeraie ou sa zone d'extension prévue. Avec le paillage du café (apport régulier de matière organique fraîche à la surface de la parcelle de caféiers), opération qui devient obligatoire à partir de 1934 et dont nous reparlerons, c'est le début d'une vulgarisation particulièrement vigoureuse et "musclée", pour laquelle toute l'Administration de tutelle sera mobilisée, y compris l'Eglise Catholique.

Le café devint en effet une culture sacrée. Le "manuel du petit caféiculteur" est prêché à la fin de la messe (HATUNGIMANA, 1999, pp. 177-178) et les paysans sont obligés de planter 50 caféiers plus un 51ème "caféier du Roi". Dans l'ancien royaume, c'étaient les fêtes agricoles de semailles du sorgho (*umuganuro* en décembre) et de "consommation" de l'année agricole (*kurya umwaka* en mai) qui revêtaient un caractère sacré. Comme le roi incarnait la fécondité des cultures, des animaux domestiques et des personnes, la fête des semailles du sorgho lançait l'année agricole, soulignant

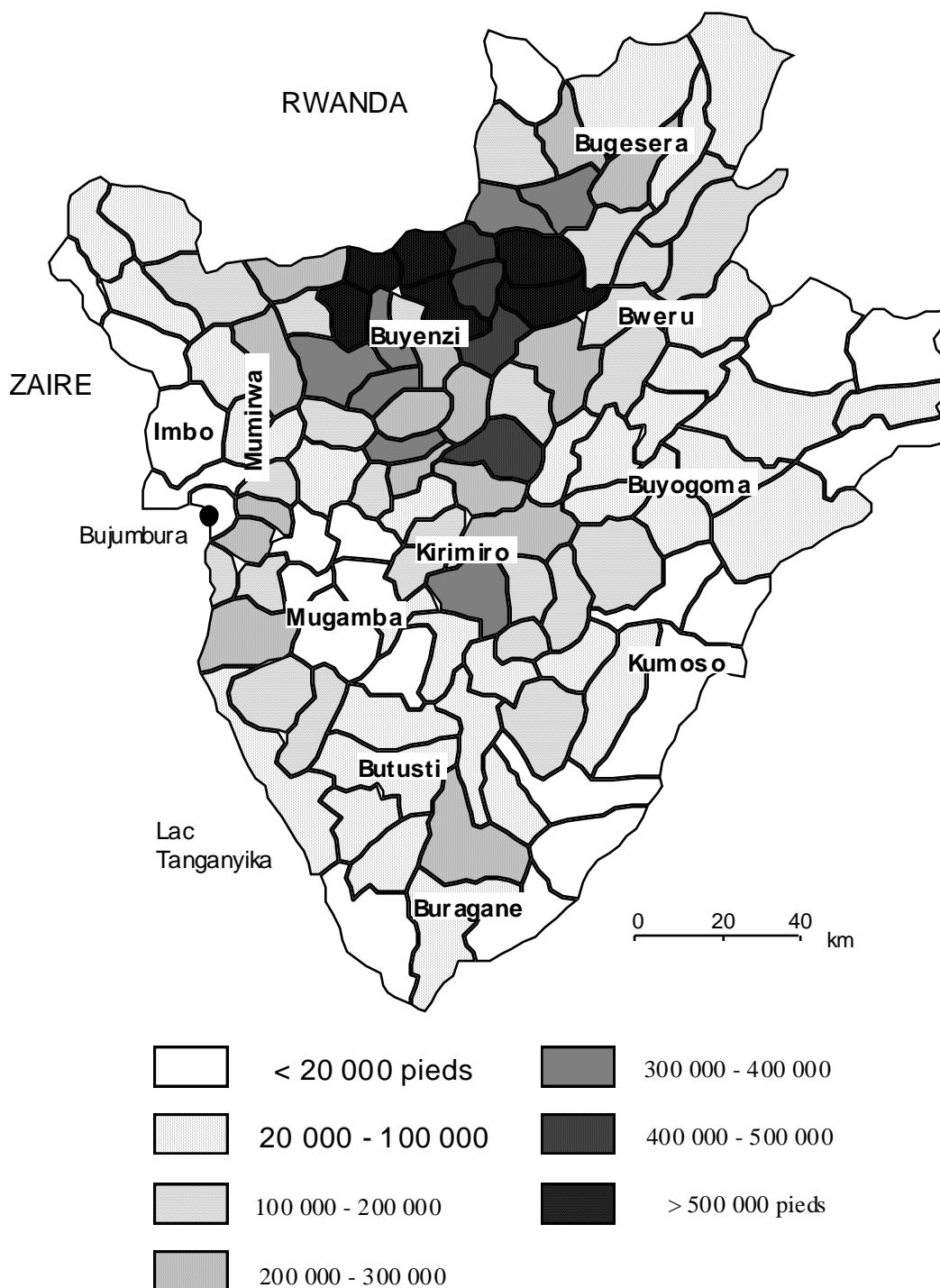
ainsi la base agro-pastorale de la monarchie burundaise. La « consommation » de l'année agricole par toute la population était une manifestation de la symbiose entre les sujets et le Roi, une acceptation que l'année agricole lancée par le Roi avait été bonne (CHRETIEN, 1979, p. 86). Au fur et à mesure de la diffusion du café, ces fêtes furent abrogées. Tandis que l'Eglise Catholique combattait énergiquement « l'idolâtrie » du *muganuro*, l'administration remplaça l'attribut sacré du sorgho par le café. La fidélité des sujets à leurs chefs et à leur Roi n'était plus évaluée en fonction du respect du calendrier agricole traditionnel, mesuré pendant les fêtes agricoles, mais selon le nombre de caféiers plantés, et leur docilité à appliquer les normes techniques correspondantes.

Les années cinquante: l'avènement du binôme banane-café.

1938 marque un coup d'arrêt dans les plantations, d'abord décrété à titre temporaire par la tutelle. Celle-ci craignait une trop forte concurrence avec les cultures vivrières et s'inquiétait surtout de la baisse des prix sur le marché international (HATUNGIMANA, 1999, p. 225). Cette interruption des plantations sera ensuite prolongée par l'effort de guerre et la priorité accordée à la production de vivres. Il faut attendre la fin du conflit pour que la caféiculture prenne un nouvel essor.

Alors que les débuts de la production caféière sont plutôt lents, hésitants et surtout marqués du signe de la contrainte, les 15 dernières années de l'époque coloniale sont celles de ce que l'on pourrait appeler un premier "boum" caféier. Tandis que les surfaces plantées doublent entre 1949 et 1957 (BIDOU, 1994, p. 157), la production de café marchand, qui oscillait entre 3 000 et 5 000 tonnes dans les années quarante, passe à un niveau supérieur pour s'établir entre 5 000 et 9 000 tonnes dès le début des années cinquante, avant de dépasser le seuil des 10 000 tonnes en 1957 et atteindre la production record de près de 20 000 tonnes en 1959. Les plantations concernent alors la plus grande partie du pays et seules les régions du Kumoso, de l'Imbo-Nord (ainsi que l'actuelle commune de Nyanza -Lac) et du Mugamba-Sud et du Bututsi ne sont pas concernées, pour des raisons essentiellement climatiques. C'est cependant dans la région naturelle du Buyenzi que les plantations seront les plus concentrées, donnant à cette région sa suprématie historique en matière de caféiculture (Carte n° 1).

Carte n° 1: Nombre de caféiers plantés pendant les années cinquante.



Source: H. Cochet (1995), d'après les données corrigées du recensement caféier de 1991. Cette carte représente, en fait, les densités de caféiers qui étaient âgés de plus de 30 ans en 1991, c'est à dire ceux qui ont été plantés avant l'Indépendance, essentiellement dans les années cinquante. L'arrachage ayant toujours été interdit et fortement réprimé, on fait l'hypothèse que le nombre de caféiers âgés de plus de 30 ans en 1991 est très proche de celui des caféiers plantés dans les années cinquante (ceux plantés auparavant ayant en grande partie disparu aujourd'hui).

Cette croissance est bien sûr le résultat des gros moyens mis en œuvre par l'administration coloniale dans ce domaine, en particulier par l'intermédiaire

de l'Office des Cafés Indigènes du Ruanda-Urundi (OCIRU), créé peu après la deuxième guerre mondiale. C'est à cette époque que d'innombrables pistes caféières seront tracées afin que les riverains installent de nouvelles plantations de part et d'autre et que les nouvelles caféières puissent être traitées (insecticide) par des poudreuses motorisées, et contrôlées efficacement (paillage, tailles) depuis le bord de la piste. Un corps de vulgarisateurs burundais (*abafundib'ikawa*, les "moniteurs café") sera formé à cet effet et envoyé dans toutes les régions productrices. Ils seront 400 en 1956, supervisés par un corps d'agronomes spécialisés dont les effectifs passeront de un seul élément en 1951 à 34 en 1957.

Les efforts déployés par l'administration de l'époque ne suffisent cependant pas à expliquer le relatif succès de la caféiculture en milieu paysan et l'accroissement de la production. Si les surfaces, les rendements et bien sûr la production ont si fortement augmenté pendant cette période, c'est que la santé des exploitations agricoles de l'époque s'était notablement améliorée et que celles-ci se trouvaient engagées dans une dynamique nouvelle. Cette dynamique sera surtout basée sur le développement de la bananeraie dans chaque exploitation agricole. La bananeraie devient alors le moteur de la production de biomasse de l'exploitation, biomasse dont profite largement le café au travers du paillage.

En effet, le mode d'exploitation de la bananeraie en fait un système de culture pas comme les autres et dont les liens organiques - à tous les sens du terme - avec la plantation de café confère à la caféiculture burundaise un caractère particulier jusqu'à aujourd'hui. Ce n'est donc pas du seul café dont il faut parler mais du binôme banane-café.

Le principal produit extrait de la bananeraie est le jus de banane fermenté (la "bière" de banane), fabriqué à partir de bananes pressées. La plus grande partie de la matière organique produite est donc réincorporée au sol sous forme de résidus de culture (stipes et feuilles) et de pressage (peau de banane, rachis et pâte après extraction du jus). Le "bilan organique" d'une bananeraie est donc largement excédentaire.

Tandis que le bétail et les transferts de fertilité associés se faisaient de plus en plus rares dans les exploitations agricoles burundaises, la bananeraie (exploitée pour le jus) était donc capable d'assurer par elle même le maintien et même l'accroissement du niveau de fertilité des sols. En outre, la bananeraie, très souvent installée autour de la maison ou à proximité immédiate, a toujours fait l'objet des plus grands soins de la part de l'agriculteur et de sa famille: un travail continu et une concentration quotidienne de déchets domestiques, épluchures et balayures de toutes sortes, cendres du foyer, pulpes de café, déjections animales et humaines.

En conséquence, la bananeraie est souvent aujourd'hui la parcelle la plus fertile de l'exploitation: grande épaisseur du sol, structure très favorable, faible pierrosité, taux élevés de matière organique (jusqu'à 10% et plus), acidité modérée, richesse en éléments nutritifs, etc.. Comme la bananeraie fournit également une fraction importante du revenu agricole du ménage et une partie de la ration calorique, on comprend que les agriculteurs cherchent avant toute chose à en accroître la surface. La bananeraie gagne du terrain. Elle envahit assolements et paysages (COCHET, 1996 a, p. 138).

Disposant désormais d'un système de culture gros producteur de biomasse (la bananeraie à bière), les agriculteurs pouvaient alors consacrer davantage de terres, davantage de temps de travail et une quantité accrue de

biomasse à l'extension de leur caféière. Ce développement a donc été réalisé conjointement à celui des bananeraies et n'aurait sans doute pas été possible sans cela. Le premier "boum" du café, celui des années cinquante, est donc à mettre au crédit de la constitution de ce binôme café-banane dans chaque exploitation agricole. Ce n'est que le début d'un long processus car la bananeraie n'a pas cessé de se développer pendant les décennies suivantes.

Un autre facteur décisif a favorisé l'extension de la caféiculture à cette époque: les prix relativement élevés du café et le pouvoir d'achat ainsi dégagé par les producteurs (ce pouvoir d'achat excédait alors de beaucoup le montant de l'impôt de capitation). En outre, le prix du café dans le Tanganyika Britannique (Tanzanie) et dans le Kivu Belge (Sud Kivu actuel) était supérieur à celui payé aux caféiculteurs burundais. Une part importante de la production du café aurait ainsi été vendue par les paysans en dehors des frontières, et à des prix plus intéressants. (CAPPECCHI, 1976, p. 9-29).

L'époque moderne: du café partout!

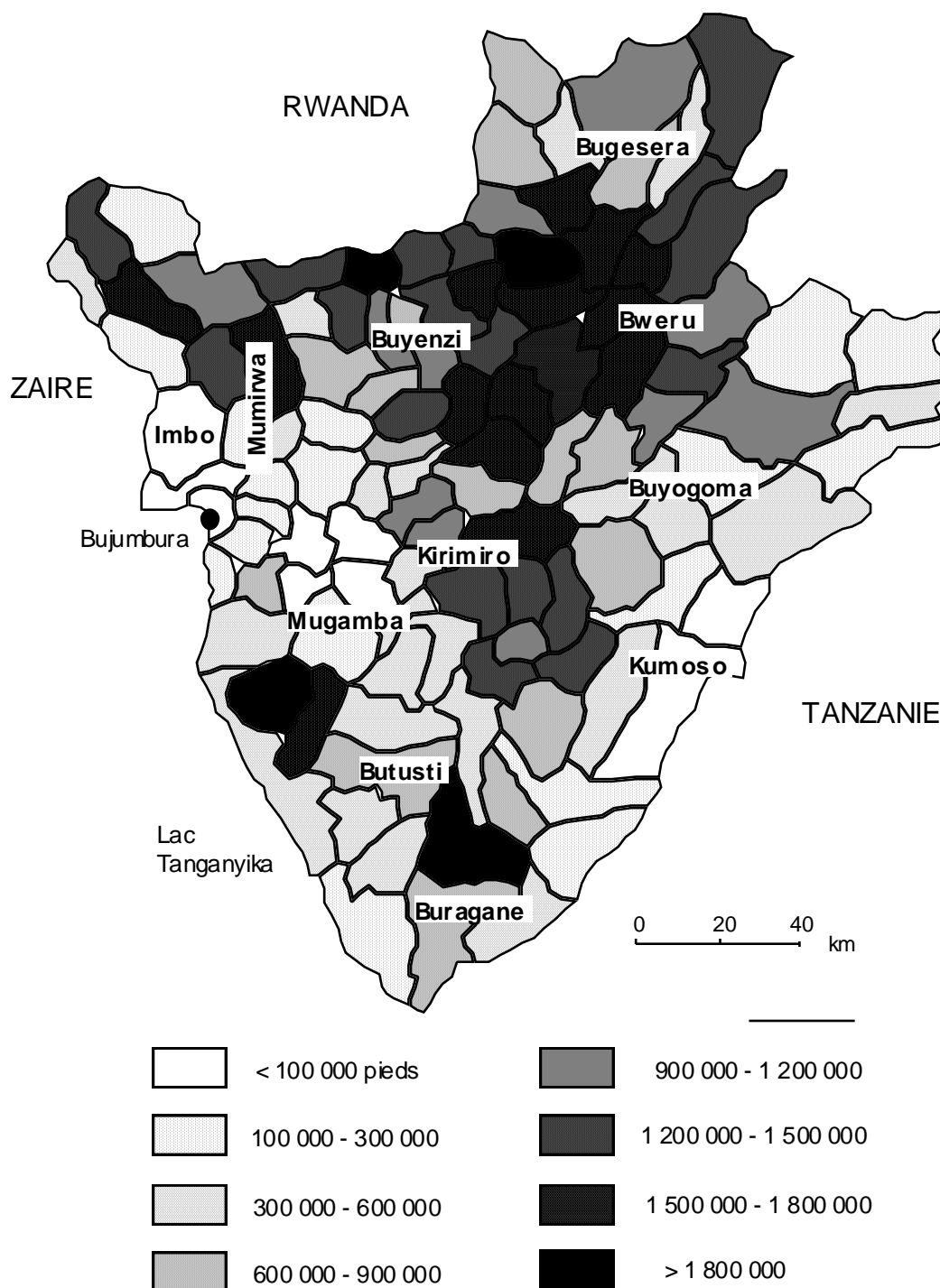
Malgré les années perturbées qui précèdent et suivent l'Indépendance, le verger national ainsi que la production continuent de croître, la production oscillant entre 15 000 et 20 000 tonnes pendant les années soixante. Il en va de même pour les années soixante-dix, pendant lesquelles la production s'établit entre 17 000 et 27 000 tonnes. Très opportunes pour asseoir le pouvoir naissant de la Deuxième République (1976-1987) et permises par la hausse des prix des matières premières consécutif à celle des prix du pétrole, les hausses importantes du prix payé aux producteurs en 1976 et 1977 ont constitué un important facteur d'encouragement. Les caféières plantées pendant ces années "fastes" contribueront d'ailleurs à l'augmentation importante de la production au début des années quatre-vingts.

Pendant toute la décennie des années quatre-vingts et jusqu'en 1993, les plantations se poursuivent. C'est la période de plus forte croissance du verger national. Les effectifs passent de 90 millions à plus de 220 millions de caféiers aujourd'hui. C'est aussi pendant cette dernière décennie que les stations de lavage seront construites, assurant à la filière du café dépulvé en usine (la filière *Fully Washed*) une proportion croissante de la production nationale.

La Carte n° 2 indique les concentrations de caféiers qui étaient âgés de 0 à 8 ans en 1991, c'est à dire les caféiers plantés pendant les années 1983 à 1991. On y découvre en premier lieu une grande zone d'extension intense des vergers à l'est et au sud-est de la région du Buyenzi, historiquement bien dotée en caféiers depuis les années cinquante. La plupart des communes de la région naturelle du Bweru sont concernées par ces plantations massives, quelques communes du nord-Kirimiro et du Buyenzi. A cette première zone d'extension importante, il faut rajouter quatre petites régions qui ont également connu d'intenses campagnes de plantation pendant cette période: la moitié sud du Kirimiro et le sud-ouest du Buyogoma, quelques communes Mumirwa-sud et du Mumirwa-nord. Enfin, de nombreuses communes bénéficiant *a priori* de conditions moins favorables, et qui n'avaient pas été concernées par les plantations de l'époque coloniales, sont maintenant atteintes à leur tour par le développement caféier: nord du Bugesera, province de Cankuzo et région

naturelle du Kumoso, Imbo-nord et même les communes à climat plus froid du Mugamba-sud et du nord-Bututsi.

Carte n° 2: Les extensions récentes: caféiers plantés entre 1983 et 1991 (effectifs de caféiers âgés de 0 à 8 ans en 1991).



Source: H. Cochet (1995), d'après les données corrigées du recensement caféier de 1991: effectifs 0 - 8 ans.

2. L'agronomie du café, ou la construction d'un dogme.

Contrairement à ce qui s'est passé dans la région voisine du Kivu, les grandes plantations coloniales n'ont jamais été développées au Burundi. Ce choix était sûrement judicieux dans le contexte de l'agriculture burundaise; l'état peu enviable de la seule grande plantation actuelle de café (la plantation de café *robusta* de Kivoga) est d'ailleurs là pour le démontrer.

Après les premières expérimentations réalisées au Ruanda-Urundi ou dans la région voisine du Kivu, priorité sera donnée à l'éducation des "indigènes". On déclarait alors: "...le propagandiste européen devra, dans le choix de ses directives, tenir compte aussi bien de la psychologie, des moyens intellectuels et matériels des indigènes, que des exigences de la culture.... l'indigène n'exécutera convenablement d'autres travaux, que si les méthodes choisies sont simples et adaptées à ses capacités intellectuelles..." Pour cela, ... "les chefs coutumiers répondent de la docilité des cultivateurs à exécuter les ordres des moniteurs" (MICHEL, 1943, p. 109-110).

Chemin faisant, et la propagande coloniale ne pouvant s'embarrasser de nuances, le message technique ne restera pas seulement simple et "adaptée aux capacités intellectuelles des indigènes". Il deviendra rapidement unique, standard, unilatéral, et ceci quelque soient les conditions agro-écologiques et socio-économiques des producteurs concernés. A tel point que la facilité de diffusion et de contrôle du "message technique" passera progressivement au premier plan des préoccupations de la puissance tutélaire, au détriment de son efficacité agronomique, supposée acquise.

En outre, les techniques de production caféière furent promues au nom de l'efficacité qu'on leur attribuait au niveau de la parcelle de café, jamais à celui de l'exploitation agricole toute entière, pourtant décisif dans le cadre d'une agriculture paysanne et familiale. Le divorce entre les techniques imposées par les agronomes et les vulgarisateurs, et les exigences diversifiées des systèmes de production paysans était déjà en gestation. A l'exception de quelques points de détail, l'ensemble des techniques mises au point par les services de recherche agronomique de l'époque coloniale ne sera jamais modifié jusqu'à aujourd'hui.

Du caractère contre-productif de l'"optimum technique".

L'existence et l'unicité supposées d'un "optimum technique" justifiait, dans l'esprit des dirigeants de l'époque, la diffusion d'un "paquet technique" monolithique et dont la remise en cause était dès lors impensable. Pourtant, cet ensemble de normes était profondément inadapté à l'agriculture paysanne à laquelle il était pourtant destiné: les quelques exemples suivants suffisent à illustrer la dérive burundaise, lorsque la norme fut érigée en dogme.

Le lieu d'implantation des caféières.

Ainsi, au début de l'histoire du café au Burundi, on obligeait les gens à planter leur tout premiers caféiers à proximité du *rugo* et même à l'emplacement de la bananeraie, c'est à dire sur les meilleurs sols de l'exploitation, et même « à l'abri des bananeraies » (HATUNGIMANA, 1999, p. 127). Ce critère de choix n'était pas forcément le plus adéquat pour l'exploitation dans son ensemble (il se faisait au détriment de la bananeraie), mais était tout de même cohérent par rapport au café, considéré isolément. Les choses ont changé depuis lors.

Dans les années cinquante, de très nombreuses "pistes caféières" ont en effet été tracées dans les principales régions où l'on souhaitait étendre les plantations. Suivant des courbes de niveau et ceinturant ainsi toute la colline, parfois à plusieurs niveaux étagés, ces pistes recoupaient ainsi toutes les exploitations situées au niveau correspondant. Des parcelles de café furent établies de part et d'autre et attribuées aux planteurs sans respect des limites foncières des propriétés coutumières de chacun. Les agriculteurs à qui l'on attribuait les caféiers n'étant pas forcément les propriétaires légitimes du sol, la précarité de la tenure foncière a entraîné de nombreux conflits et ce problème ne semble toujours pas résolu un demi siècle plus tard. En outre, le choix de l'emplacement des parcelles était alors devenu indépendant des conditions pédologiques du milieu. Prévu dans un premier temps pour faciliter les traitements chimiques (en permettant leur application par des poudreuses mécanisées montées sur Jeep), l'alignement obligatoire des parcelles le long des "pistes à café" répondaient davantage à un souci de contrôler les producteurs qu'à des critères purement techniques. Après abandon des traitements insecticides motorisés, le mot d'ordre a été conservé pour pouvoir mieux contrôler l'épaisseur du paillage et l'absence de cultures intercalaires.

Le principe d'installation des caféières sur le bord des pistes est toujours en vigueur aujourd'hui. C'est le cas chaque fois que l'administration communale décide d'attribuer un ancien espace indivis. L'emplacement de la caféière le long des nouvelles pistes est alors un passage obligé pour les agriculteurs désireux de se faire attribuer une parcelle sur les anciens terrains communaux, quelque soit la qualité du sol ou l'éloignement de la nouvelle parcelle par rapport au *rugo*.

Le choix de la culture pure.

La plantation des caféiers en culture pure, c'est à dire en excluant *a priori* toute forme de culture associée intercalaire, est un des thèmes techniques sur lesquels les organismes de recherche et les services de vulgarisation ont le plus insisté. Cette insistance est surtout motivée par les risques que feraient courir d'éventuelles cultures associées au café (blessures occasionnées aux racines lors du travail du sol, activation de l'érosion, concurrence alimentaire et en eau entre les deux cultures, ...). C'est pourquoi les cultures intercalaires ont toujours été proscrites et sévèrement sanctionnées.

En réalité, une culture vivrière intercalaire pendant les deux premières années de la plantation n'entraîne pas automatiquement de dégâts ou concurrences particulières. Les services de la recherche agronomique le savent depuis de nombreuses années. Malgré cela, le département d'agronomie de l'Office du Café du Burundi (OCIBU), dans son guide pratique des vulgarisateurs agricoles édité en 1984, n'aborde pas le sujet. Les cultures intercalaires sont interdites même pendant les premières années, car "ce serait trop compliqué à contrôler" ! (HUBERT et OTOUL, 1987, p. 34).

De nombreuses cultures associées restent aussi possibles au delà des deux premières années de plantation à condition de ne pas nécessiter de travail du sol important et d'avoir un système racinaire n'explorant pas les mêmes couches du sol et ne provoquant pas une évapotranspiration trop forte en saison sèche. C'est le cas par exemple de certaines cultures à port rampant, et qui ne causent aucun dégâts comme le soulignent d'innombrables agriculteurs: courge, plants de taro (*Colocasia antiquorum*) disséminés çà et là, ananas (très souvent cultivés en association dans la région de Bubanza) et même patate douce. Beaucoup d'agriculteurs pratiquent déjà ces cultures associées, malgré les reproches qui leur sont adressés. Il est probable que dans certains cas, ces cultures concurrencent effectivement les caféiers, mais l'agriculteur en est parfaitement conscient. Si la valeur ajoutée produite en plus, grâce à ces cultures, compense largement la moindre valeur ajoutée produite au niveau du café, le choix de l'agriculteur est alors parfaitement cohérent. Dans les exploitations agricoles en difficultés, la bananeraie et la caféière paillée représentent le dernier réservoir de fertilité potentielle, le dernier stock de biomasse utilisable. On comprend que ces agriculteurs soient fortement tentés de mettre en valeur ce potentiel en semant des cultures vivrières dans la caféière.

L'évolution de l'agriculture burundaise au cours des dernières décennies, basée sur une intensification en travail, est caractérisée par une tendance à la complexification des associations de culture et par la constitution de "jardin-vergers" (bananeraie associée à des arbres fruitiers et aux cultures vivrières). Maintenu par obligation en culture pure, le café a été exclu de cette dynamique, et *a fortiori* de ces jardin-vergers où il aurait pu revendiquer une place de choix.

Tailles et recépage.

La taille de production du caféier consiste à éliminer les rameaux morts situés sur la partie inférieure de la tige principale. Les spécialistes recommandent de "relever" chaque année de 30 cm la "jupe" du caféier. Mais "cette recommandation, au départ très nuancée, a été transformée par l'appareil de vulgarisation en une méthode rigide et systématique de taille, qui bien souvent laisse sur le sol des rameaux productifs qui n'auraient pas dû être éliminés" (HUBERT et OTOUL, 1987, p. 51).

Il en va de même du recépage, recommandé après la 7^{ème} année d'après les résultats obtenus en station expérimentale. Dans des conditions moins favorables que celles de la station, le développement du caféier peut être plus lent et un recépage à 7 ans n'est pas toujours justifié. La stratégie des producteurs en matière de recépage est en réalité différente. Ils raisonnent principalement par rapport à la dimension des caféiers (lorsqu'ils sont trop grands, la récolte devient plus difficile et prend plus de temps) et au regard de leur niveau de production. Quelque soit le nombre d'années passées depuis le dernier recépage, les agriculteurs refusent de recéper un caféier tant que son rendement n'a pas fortement baissé. Ce n'est donc que quand la productivité du travail (la valeur ajoutée par jour de travail) a fortement baissé (baisse des rendements, augmentation du temps de travail de récolte) que les producteurs acceptent facilement le recépage. D'autre part, il est indispensable de tenir compte de la situation financière de l'agriculteur avant de lui conseiller de recéper ses caféiers. Le recépage se traduit toujours par une baisse importante de la production pendant au moins 2 ans. Si l'agriculteur est déjà dans une situation financière délicate, un recépage intempestif peut le contraindre à

s'endetter à des taux usuraires, à vendre une partie de son capital d'exploitation et l'entraîner dans la spirale de la décapitalisation et de la crise. La vulgarisation d'une norme unique en la matière est donc inadaptée à la diversité des situations rencontrées.

Le paillage: une concentration de fertilité au profit trop exclusif du café.

Depuis les premières plantations dans les années 30 et au fur et à mesure de l'extension du verger national, le paillage du café a toujours fait l'objet d'un encadrement "rapproché" et d'une étroite surveillance par les agents de l'administration. Chaque planteur est tenu de pailler son café: c'est là l'un des thèmes techniques vulgarisés les plus anciens du pays.

On peut résumer les fonctions agronomiques du paillage comme suit: le paillis constitue un *mulch*: épais tapis de matière organique qui ralentit la dessiccation du sol pendant la saison sèche (il limite l'évaporation et le dessèchement du sol); en se décomposant progressivement, le paillis permet un enrichissement du sol en humus, un apport important d'éléments minéraux et une amélioration de la structure du sol; le paillis empêche les mauvaises herbes de se développer; il les "étouffe" en empêchant la lumière de parvenir jusqu'au sol; enfin, le paillis est une protection efficace contre l'érosion pluviale et le ruissellement.

L'efficacité d'un bon paillage et ses effets sur les rendements obtenus apparaissent incontestables. Les agriculteurs obtiennent en général de meilleurs résultats lorsqu'ils ont paillé leur caféière régulièrement, abondamment et en temps voulu. Mais si le paillage semble un élément favorable à l'obtention de rendements satisfaisants, pourquoi a-t-il fallu tant d'années de "sensibilisation" et d'encadrement sur ce thème ? Et pourquoi existe-t-il autant d'agriculteurs si réticents à s'approcher de l'"optimum technique" ?

La raison principale en est que cette matière organique ne tombe pas du ciel. Elle doit en général être collectée sur les autres parcelles de l'exploitation. Il s'agit en général de résidus de culture: feuilles et stipes de bananiers, résidus de maïs et sorgho, fanes de haricots, patates douces ou arachides, racines de chiendent, etc.. Dans la majorité des exploitations agricoles burundaises, une grosse partie des résidus de culture est donc récoltée, transportée vers la parcelle de café pour y être étalée. Dans certaines régions, les pâturages résiduels sont aussi mis à contribution et fauchés pour le paillage, soit parce que les résidus de culture ne suffisent pas au paillage de la parcelle de café, soit parce que les caféiers ont été plantés sur d'anciens pâturages et sont éloignés du *rugo* et des autres parcelles de l'exploitation.

La quantité optimale serait de 20 à 25 tonnes de *matière sèche* (MS) par hectare et par an, soit 200 à 250 kg de MS par are et par an. Un agriculteur disposant d'une dizaine d'ares de caféière (160 à 250 pieds de café) devrait donc récolter et transporter plus de deux tonnes de MS chaque année, c'est à dire le double ou le triple de matière organique fraîche. Cela représente un travail considérable, le temps de transport étant fortement accru lorsqu'il faut aller chercher des graminées dans des prairies éloignées de l'habitation (prairie communale, ou appartenant à d'autres producteurs).

Beaucoup d'agriculteurs n'arrivent pas à rassembler chaque année une telle quantité de matière organique. D'une manière générale, il est clair que la pénurie de biomasse que ressentent la majorité des caféiculteurs burundais est largement due à la diminution régulière de la taille moyenne des exploitations (divisions successorales), à l'accroissement du rapport surface à pailler/surface productrice de paillis, à la diminution de rendement observée très souvent sur les cultures vivrières (la quantité de résidus s'en ressent également) et à la diminution ou quasi disparition des surfaces en herbe à l'intérieur des exploitations agricoles (diminution de taille, mise en culture des derniers pâturages) ou à l'extérieur (reboisement massifs, distribution de certaines terres "communale" et mise en culture).

Pour être efficace, le paillage doit être effectué à la fin de la saison des pluies et avant que le déficit hydrique de saison sèche ne soit installé. La période optimale serait fin avril-début mai à l'époque des dernières grosses pluies. Mais la plupart des agriculteurs paillent leur café pendant la saison sèche et non pas pendant la période favorable. Les raisons en sont multiples: la principale d'entre elles est que parmi les ressources possibles de matière organique, beaucoup ne sont disponibles que bien plus tard et ne peuvent pas être mobilisées avant que la saison sèche ne soit déjà bien entamée: les résidus de récolte du sorgho (très utilisés dans de nombreuses régions) ne sont disponibles qu'à la fin du mois de juillet; ceux de la bananeraie sont disponibles après son entretien réalisé à la fin de la saison sèche.

De plus, la période réelle (et non pas optimale) où le paillage du café peut commencer correspond souvent à une époque de pointe de travail, plus ou moins aiguë en fonction des systèmes de production considérés. A l'époque où il conviendrait de pailler la caféière, de nombreuses tâches peuvent en effet se superposer et apparaître aux yeux de l'agriculteur comme beaucoup plus urgentes. Par exemple, la récolte des cultures de deuxième saison sur colline ou la mise en place des cultures de contre-saison dans les bas-fonds. Et les agriculteurs n'accordent pas la priorité au paillage si les autres tâches qui les attendent sont considérées comme plus urgentes. La journée de travail qui est consacrée à ces cultures a alors davantage de "prix" - un coût d'opportunité plus élevé - que celle qui serait consacrée au paillage.

Il faut donc admettre que les effets bénéfiques que l'on serait en mesure d'attendre (théoriquement) du paillage des caféiers sont le plus souvent amoindris par les contraintes inhérentes à son application et le retard très important que ces contraintes provoquent. Pailler en temps "opportun" (fin de saison des pluies) est pratiquement impossible dans le contexte de l'agriculture burundaise.

Bien que certaines techniques alternatives au paillage soient déjà connues des services agronomiques et applicables aux régions les plus arrosées, aucun début de vulgarisation n'a eu lieu. On peut se demander si cette sorte d'inhibition de la part des services de vulgarisation n'est pas motivée par une appréhension: vulgariser de telles pratiques (paillage alterné un rang sur deux, par exemple) remettrait en cause le caractère "intouchable" du thème "paillage intégral" et ouvrirait une brèche dans laquelle les producteurs seraient tentés de s'engouffrer ?

Crise caféière, crise agraire.

En provoquant finalement une concentration massive de matière organique sur la parcelle de café, le paillage enrichit la caféière en humus et éléments fertilisants. Mais ce transfert est réalisé au détriment de la fertilité des autres parcelles de l'exploitation. Tel est le problème central causé par le paillage du café. En quelques décennies, les parcelles de café ont été considérablement enrichies par ce transfert latéral de fertilité. Le revers de la médaille, c'est l'appauvrissement progressif des parcelles "donneuses". Au lieu d'être enfouis à l'occasion du labour, les résidus des cultures de céréales et légumineuses sont consacrés au le café. Au lieu de permettre le paillis de la bananeraie et la restitution au sol d'une partie de la biomasse produite, les feuilles et stipes de bananiers sont rassemblés en fagots et transférés sur le café. Si l'on paille le café en fauchant les pâturages résiduels, c'est que ces derniers ont été littéralement mis-en-défens, interdits de pâturage et réservés au paillage du café.

La période récente (20 dernières années) est donc marquée par une double évolution des transferts de fertilité au sein de l'exploitation agricole. D'une part, la raréfaction des pâturages (accroissement des surfaces cultivées, reboisement des espaces communaux) et leur affectation quasi-exclusive au paillage des caféières précipitent la diminution de l'élevage et tarit définitivement les transferts de fertilité qui bénéficiaient aux cultures vivrières (bananeraie et système maïs+haricot/sorgho). D'autre part, celles-ci sont à leur tour, et de façon massive, mises à contribution pour le paillage des caféière: c'est d'abord le cas de la bananeraie, mise à contribution depuis longtemps grâce à son potentiel élevé en matière de production de biomasse. Malgré ce potentiel, l'intensité actuelle des transferts réalisés à son détriment compromet sa pérennité et ses rendements. Quant aux autres parcelles vivrières, outre les récoltes, les résidus de culture y sont maintenant prélevés au profit du café. Ces deux évolutions (arrêt des transferts au profit des cultures vivrières, nouveaux transferts à leur détriment) cumulent bien sûr leurs effets négatifs sur la fertilité des parcelles vivrières dont les rendements sont orientés désormais à la baisse.

La plupart des agriculteurs se plaignent de la dégradation irréversible des rendements sur les parcelles de cultures vivrières et en particulier sur les parcelles soumises au système de cultures maïs+haricot/sorgho et ses variantes. On ne peut s'empêcher de penser que ces flux de biomasse continus au détriment des parcelles vivrières et de la bananeraie ont contribué de manière décisive à la dégradation de la fertilité de ces parcelles. A l'inverse, les agriculteurs savent fort bien que les parcelles de café régulièrement paillées ont largement bénéficié de ces transferts. Ils sont nombreux à essayer d'en profiter discrètement en semant quelques rangées de sorgho ou de haricot entre les pieds de café et ce, malgré les risques de mécontenter fortement le vulgarisateur et l'agronome communal. Les rendements obtenus dans ces conditions sont fréquemment trois ou quatre fois plus élevés que dans les parcelles habituellement consacrées à ces cultures.

La production nationale de café semble désormais engagée dans une phase de stagnation-régression durable, d'autant plus préoccupante que les surfaces caféicoles ont connu d'importantes extensions depuis une dizaine d'années. Sur la base de ces campagnes de plantation, on prévoyait de passer d'une production moyenne annuelle de 30 000 tonnes de café marchand à une production comprise entre 45 000 et 50 000 tonnes au début des années 90. Mais depuis une dizaine d'années, la production est restée cantonnée dans une fourchette de 30 000 à 35 000 tonnes sans manifester aucun signe du

décollage espéré. Et cette stagnation a eu lieu alors que les cours mondiaux du café connaissent une baisse spectaculaire, à l'exception de l'amélioration brutale observée ces dernières années (1994-1996). La surface du verger ayant été considérablement accrue, c'est la baisse des rendements moyens qui est à l'origine de la stagnation de la production nationale. La production caféière est en crise (COCHET et NDARISHIKANYE, 1998).

C'est la contradiction imposée par le paillage entre le café et les autres activités agro-pastorales de l'agriculteur qui est à l'origine de cette crise. Outre les aspects relatifs au coût d'opportunité de la terre et du travail consacré au café, cette contradiction est largement due à la rigidité de l'itinéraire technique imposé aux agriculteurs, en particulier en ce qui concerne l'obligation de paillage. Le paillage des caféiers se traduit par un transfert massif de fertilité au détriment des parcelles de cultures vivrières, de la bananeraie et des pâturages résiduels. En accentuant la diminution de la fertilité sur ces parcelles, l'obligation de paillage fragilise l'économie de l'exploitation agricole et entraîne une baisse de la productivité du travail. Dans les régions densément peuplées, la pénurie de matière organique entrave même l'accroissement des surfaces caféicoles et la relative spécialisation des régions qui disposent de conditions particulièrement favorables pour le café (cas du Buyenzi, par exemple).

L'obligation de paillage (ainsi que l'évolution défavorable des prix réels payés au producteur, malgré la hausse récente des cours internationaux) limite donc l'accroissement de la production nationale de café, au point de devenir un goulot d'étranglement insurmontable. La vulgarisation systématique et unilatérale d'une technique "adaptée" au café - mais pas à l'exploitation agricole toute entière - a conduit à une impasse tant agronomique qu'économique et sociale.

Cette situation hautement préoccupante est aussi le résultat de la politique d'extension tout azimut des plantations. Dans les régions qui étaient déjà caféicoles, l'accroissement considérable des surfaces caféières a provoqué une diminution drastique du rapport Surface potentiellement productrice de paillis / Surface à pailler, et fait du paillage des caféiers une contrainte majeure pour l'avenir de la caféiculture nationale. Dans les régions d'extension récente, le problème est pour le moment moins grave, mais de moins bonnes conditions climatiques (saison sèche plus longue, moindres précipitations) nécessiteraient d'apporter une quantité accrue de matière organique lors du paillage, ce qui s'avère généralement impossible. Les rendements y demeurent en général faibles.

Obsolescence du dogme agronomique.

Les thèmes techniques vulgarisés actuellement pour le café sont d'une rigidité extrême: emplacement de la caféière, densité de plantation, culture pure, taille de production standardisée, recépage systématique quelque soit l'état réel des caféiers, paillage systématique. Cette rigidité est issue des recommandations de la recherche et a été amplifiée, aggravée par un système de vulgarisation peu enclin aux nuances et à la prise en compte de la grande diversité des situations locales. Les thèmes vulgarisés sont simples, standards, uniformisés et imposés sans discernement à toutes les situations.

Et pourtant, la corrélation entre rendement élevé et application des thèmes techniques est loin d'être évidente. La "fiabilité" que beaucoup attribuent à ces thèmes relève davantage d'une foi sans faille dans le savoir

des chercheurs et dans le bien fondée de la vulgarisation plutôt que d'une observation attentive de la réalité vécue par les caféiculteurs burundais.

Enfin, il faut souligner que certains de ces thèmes, en particulier le paillage (mais aussi la culture pure), apparaissent comme étant largement dépassés, voire anachroniques. L'itinéraire technique café, tel qu'il est vulgarisé, revient à cultiver le café comme on le faisait dans les années trente, alors que toutes les autres composantes de l'agriculture burundaise ont profondément changés depuis cette époque.

Ainsi, le paillage du café a toujours été présenté par les organismes de recherche compétents comme une technique absolument irremplaçable dans les conditions agro-climatiques du Burundi, son efficacité comparée ayant été mesurée plusieurs fois tant au Burundi qu'au Rwanda voisin. C'est peut être pour cette raison que les travaux scientifiques consacrés à la recherche de techniques alternatives au paillage ont été tardifs et jusqu'à présent limités à certains domaines seulement. Pis, les possibilités de remplacement du paillage par l'installation d'espèces arborées (arbres d'ombrage) - à l'image de certaines techniques utilisées dans d'autres pays producteurs de café *arabica* - n'ont pratiquement pas été explorées ou rapidement abandonnées. A la fin des années 30 par exemple, on préconisait encore l'utilisation des arbres d'ombrage pour les caféières (COURCELLES, 1937, p. 308) et la complantation de bananiers dans les parcelles de café était tolérée. Ce n'est qu'en 1943-1944 que les techniques d'ombrage des caféiers seront définitivement abandonnées (MICHEL, 1943, p. 118; PLANARD et PAQUAY, 1961, p. 30), et leur usage prohibé, au profit exclusif du paillage. On expliquait alors que "seuls les bananiers plantés dans les champs de café ont été conservés dans un but psychologique. En effet, ces bananiers en augmentant le revenu que l'indigène tire de sa caféière, contribuent à l'attacher à celle-ci" (MICHEL, 1943, p. 118). Remarque de bon sens pourtant, mais qui laissera rapidement place à une interdiction formelle de complantation des bananiers et des caféiers. Plus nuancée au début de la production caféière du Burundi, le message technique vulgarisé dans les campagnes s'est peu à peu simplifié, durci, sclérosé au fil des années...

3. Le café enjeux politique, enjeu des rapports sociaux.

Quand le parti unique s'empare du café: les années 70-80.

En 1977, le parti Uprona est devenu l'instrument de mobilisation de la population et de légitimation des politiques d'un régime issu d'un coup d'État militaire. Dans le domaine agricole, il s'agissait désormais d'organiser les "masses laborieuses" afin que les cultures d'exportation insèrent l'économie paysanne dans l'économie "moderne". Le Parti venait de s'emparer du café en remettant au goût du jour une rhétorique déjà ancienne mais qui allait malheureusement connaître une longévité étonnante:

"Le paysan dans sa mentalité ne produit pas pour vendre et augmenter ainsi ses revenus ou son niveau de vie. [...] La recherche de l'autosuffisance (association des cultures) entrave les échanges et une exploitation rationnelle de toutes les potentialités". (RÉPUBLIQUE DU BURUNDI, 1980, p. 128)

"Le Murundi traditionnel est fortement attaché à ses habitudes, s'accommode au *statu quo* et a peur du changement. Il préfère rester dans ses malheurs [...] (il est) fataliste, défaitiste, a un esprit d'abdication et de scepticisme (idem).

"Ainsi, les comités du parti et des mouvements intégrés de tous les échelons devront mener une action énergique, en collaboration avec les ministères de l'Intérieur et de l'Agriculture, en vue de mobiliser les populations pour une production accrue" (idem, p. 146).

Selon cette conception, la mobilisation des masses travailleuses consistait à:

"encadrer le peuple pour la production à travers la radio, la presse écrite, les meetings politiques, les réunions du parti et les manifestations socio-culturelles, à ce que les comités du Parti servent de relais à l'encadrement technique et administratif pour la production, notamment en ce qui concerne la diffusion des méthodes culturelles, la lutte contre la paresse et l'exhortation au travail..." (RÉPUBLIQUE DU BURUNDI, 1985, p. 39)

C'est dans cette optique que le pouvoir entreprit de nommer les agronomes dans l'administration du territoire à la tête des provinces, des communes et des zones. Ce n'est pas un hasard si les provinces de Gitega et Ngozi couvrant les régions les plus caféicoles du pays seront dirigées par des gouverneurs de niveau ingénieur agronome. Quant aux communes, la plupart d'entre elles seront administrées par des techniciens agricoles. Par ailleurs, ces mêmes gouverneurs, administrateurs et chefs de zones étaient également chef d'organes du Parti à leur niveau de commandement, confondant ainsi mandat politique et mandat économique.

Afin de mobiliser davantage les paysans pour la production du café, la journée du jeudi sera décrétée "jour du café" selon une décision du Parti, contrainte qui s'ajoutait à celle du samedi, jour déjà réservé aux travaux "communautaires" et durant lequel les agriculteurs traçaient et entretenaient les pistes carrossables utilisées par des véhicules des agronomes et/ou des cadres du Parti pour superviser le travail des paysans.

La vision caricaturale que les élites auront de la paysannerie renforcera ainsi la toute puissance du dogme agronomique. En fait, le Parti avait besoin de slogans simples, clairs, percutants. Les services de recherche agronomique les lui ont offert sur un plateau, dotés de surcroît d'une "légitimité scientifique"...

Encadrement-répression: la dérive autoritaire.

A la fois autoritaire et paternaliste, le système de vulgarisation était basé sur une transmission verticale du "savoir". Les instituts de recherche élaboraient les thèmes techniques, les organismes de vulgarisation les transmettaient, les paysans les appliquaient ou étaient censés les appliquer: transmission verticale de "haut" en "bas" d'un savoir découlant d'expérimentations en station, souvent déconnecté des réalités de l'agriculture paysanne, et élaboré en marge des savoir-faire paysans.

Cette transmission verticale de ce "savoir" ne pouvait avoir lieu que de façon autoritaire. A chaque étape de la descente du "savoir" (organisme de

recherche, projets, agronomes, moniteurs café), les consignes étaient de moins en moins nuancées, les conseils de plus en plus pressants et les ordres de plus en plus péremptaires.

Il arrivait même parfois que les services de vulgarisation, un peu trop zélés, contraignent les paysans à recéper des caféiers encore chargés de cerises. De tels excès sont significatifs du type de relations qui ont parfois existé entre les paysans et les services de vulgarisation. Combien d'agriculteurs ont été fichés, parfois amendés par l'administration communale pour négligence de paillage ou arrachage de caféiers ? Combien ont été sanctionnés pour avoir osé bafouer le dogme de la culture pure en plantant taro, patates douces ou autres plantes entre les pieds de café ? Il est difficile de ne pas penser, en allongeant la liste des sanctions et vexations dont ont été l'objet les paysans, à la chicote coloniale auxquels les paysans s'exposaient si l'épaisseur de leur paillage n'atteignait pas la longueur du crayon réglementaire.

Chemin faisant, le moniteur agricole était surtout devenu un policier, chargé de contrôler l'application des consignes venues d'en haut, tenu de ficher et de dénoncer les récalcitrants, de faire payer les amendes qui s'imposent et parfois de collecter les taxes prélevées par la commune (bétail, bière). Vulgarisateur, policier, percepteur: cette confusion complète des rôles ne pouvait que renforcer l'amalgame et la vision négative qu'ont les paysans de "l'eta", de ses projets, et de ses agents.

Les normes techniques extrêmement rigides imposées aux agriculteurs pour le café et les pressions (et la répression) exercées depuis l'époque coloniale sur la paysannerie par le système de vulgarisation dans son ensemble ont eu des effets dévastateurs sur les relations que les pouvoirs publics entretenaient avec la paysannerie. "L'éclaircie de la bananeraie" a aussi contribué à dégrader l'image que les paysans ont de ceux qui les gouvernent. Malgré son rôle de principal pourvoyeur de biomasse, la bananeraie fût la cible privilégiée de l'administration. Le développement illimité des bananeraies entravait, disait-on, l'accroissement de la production vivrière. Partant du constat que la bananeraie était "envahissante", on en déduisait un peu hâtivement qu'elle prenait trop de place au détriment des cultures vivrières, et aussi du café.

les recettes de la vente du vin de banane échappant à la taxation de l'État, contrairement bien sûr au café, on mesure l'incidence de la concurrence économique et politique entre ces deux systèmes de culture (NDARISHIKANYE, 1998). Le genre de bananier *Igisubi*, d'origine ougandaise était la cible des attaques des agronomes, du fait de sa capacité à se multiplier très vite et à produire beaucoup de jus lors du pressage du vin de banane. Les paysans de la région de Ngozi se souviennent d'ailleurs des campagnes d'abattages systématiques des bananeraies, à l'époque où forces armées et populations mobilisées dans le cadre des "travaux de développement communautaires" étaient chargées de l'exécution des consignes.

Les faux-semblants de la réforme "participative".

Depuis quelques années déjà, le caractère inadapté du système de vulgarisation, son inefficacité et les conséquences néfastes de son autoritarisme sont apparues aux yeux de nombreux observateurs, agronomes, agents de l'administration et responsables politiques. C'est dans ce cadre que

la méthode de vulgarisation dite "participative" a commencé à susciter de plus en plus d'intérêt jusqu'à ce qu'elle soit adoptée en tant que politique officielle de vulgarisation.

En théorie, l'approche "participative" marque une rupture de grande ampleur avec le passé, rupture qui est manifestement indispensable. Mais force est de constater que son application effective n'est pas facile et que de nombreuses attitudes et comportements du passé resurgissent ici et là, à tous les niveaux hiérarchiques du système.

Dans bien des cas, il semble que la méthode "participative" soit en fait interprétée comme une simple "méthode douce" pour faire passer les messages techniques qui auparavant "ne passaient pas" lorsqu'ils étaient vulgarisés par des méthodes autoritaires. On peut lire par exemple dans des documents édités par la Direction Générale de la Vulgarisation Agricole (DGVA) rendant compte de la mise en place de la méthode: "Malheureusement les familles rurales ne maîtrisent pas encore suffisamment ces techniques culturelles modernes ... le rôle de la Vulgarisation Participative est de créer un processus d'animation destiné à amener les familles rurales à adhérer *volontairement* à ces objectifs ..." (DGVA, PASA, 1992c); ou encore, "l'animateur relève avec les paysans les causes de la faible adoption des technologies proposées par l'encadrement" (DGVA, 1992a). Le bien fondé du message technique proposé par le vulgarisateur n'est donc pas remis en cause; on continue de penser qu'il y a d'un côté le "moderne", le "bon", le "technologique" apporté par la vulgarisation, et de l'autre côté ce que les paysans font. Le principe de la transmission unilatérale vulgarisateur-paysans n'est pas remis en cause...

Tout semble se passer comme si le paysan restait finalement "sous tutelle" et cette tutelle continue d'englober indistinctement ce qui relève du conseil technique proprement dit, ce qui relève de l'encadrement administratif et sans doute aussi politique. Un document de la DGVA fait d'ailleurs un constat fort lucide sur ce point: "La trilogie parti - administration - techniciens qui prévalait jusqu'en 1991, remplacée par familles rurales - administration - techniciens, témoigne de la non dissociation des fonctions d'assistance technique et en particulier celles de la vulgarisation agricole, d'encadrement administratif et d'animation politique" (DGVA, PASA, 1994).

Enfin, la mise en place d'une vulgarisation vraiment participative est rendue plus difficile par le retour à la vulgarisation par filière, en particulier pour le café. Le risque est grand, en effet, de voir les objectifs d'approche globale de l'exploitation (aspect capital en matière de caféiculture, compte tenu de la nécessaire prise en compte du coût d'opportunité de la force de travail et de la biomasse consacrée au paillage) peu à peu oubliés et sacrifiés au profit d'un retour rapide à la vulgarisation thème par thème qui prévalait dans le passé.

Le principal danger de la méthode participative est donc de se limiter à "changer de ton" sans remettre en cause les fondements du message technique lui-même. De quelle participation s'agirait-il vraiment si la réforme se limite à l'habillage "participatif" des "paquets techniques" vulgarisés dans le passé? Or, en matière de caféiculture, ce n'est pas seulement la façon de faire passer les messages qui doit être réformée, mais le contenu lui-même de ces messages, plusieurs d'entre eux n'étant plus adaptés ni à la caféiculture ni à l'économie des exploitations agricoles. Non seulement les normes techniques doivent être assouplies, libéralisées et rendues non obligatoires, mais de nouveaux axes de recherche et de développement participatifs doivent impérativement être explorés avec les caféiculteurs: substitués au paillage

(arbres producteurs de litière et arbres d'ombrage, plantes de couverture) modalités de complantation du café avec d'autres espèces, effets des cultures vivrières intercalaires, densité optimale de plantation des caféiers en fonction de ces espèces complantées, etc.

La crise politique extrêmement grave dans laquelle le pays est plongé depuis 1993 aurait pu être une occasion de rompre avec le passé, plutôt que de chercher à remettre sur pied un système qui serait seulement dépoussiéré et rénové par « l'Approche Participative ». Retrouver la confiance des agriculteurs nécessitera sans doute cette rupture avec le passé. Les réticences manifestées par les paysans vis-à-vis de la nouvelle approche, et dont témoignent, avec une grande lucidité, plusieurs documents de la DGVA, sont vraisemblablement motivées par la crainte que ce changement ne cache en vérité une grande continuité. Il est ainsi dit: "Les familles rurales de leur côté préfèrent sans doute voir s'installer progressivement une marginalisation des techniciens, dont la tâche serait pourtant de les appuyer, plutôt que de revoir ces derniers réactiver une vulgarisation autoritaire, pourtant rejetée par tous" (DGVA, 1992b).

L'histoire du pays montre clairement que, à chaque fois que le dispositif d'encadrement a été affaibli ("s'est relâché"), les paysans ont expérimenté d'autres techniques, plus diversifiées, plus intensives et plus conformes à leurs intérêts (ainsi qu'à ceux de la nation toute entière, d'ailleurs). Ce fut notamment le cas pendant la période troublée de l'Indépendance. De la même façon, ce qui s'est passé sur certaines collines après les événements de 1993-1994 et la désorganisation complète de l'administration illustre bien la libération relative ressentie par les agriculteurs, alors débarrassés du contrôle tatillon et omniprésent de l'agronome communal et de ses techniciens. On plantait alors haricot et sorgho dans les caféières; les branches les plus âgées des palmiers à huile des périmètres plantés du projet Rumonge étaient élaguées pour permettre la complantation de haricots entre les arbres.

Mais après chaque période pendant laquelle les agriculteurs ont goûté la liberté de choisir leur façon de mieux intégrer leur caféière à leurs préoccupations, une reprise en main autoritaire a mis fin à ces expériences: "remobilisation" des producteurs sous la Première République (1966-1976), puis reprise en main toute aussi dogmatique après les troubles des années 1993 et suivantes. Malgré les bonnes intentions parfois affichées par les services de vulgarisation, les vieux réflexes l'emportent toujours et le retour à la politique coercitive prend le dessus sur un questionnement de fond sur la pertinence des techniques imposées aux agriculteurs. C'est ainsi que le Directeur Général de la Planification Agricole déclarait, après trois ans de troubles généralisés:

"Plus de 40% de champs caféicoles en province de Bujumbura rural étaient ces derniers temps mal entretenus. L'enquête de la Direction générale de la planification agricole a conclu que la population commençait à se désintéresser de la culture du café. Dans les communes d'Isale, Kanyosha et Mubimbi, les gens se sont arrogés le droit d'associer aux caféicultures d'autres cultures comme des tomates, des haricots, des colocases, des pommes de terre, du manioc. [...] Ces hors-la-loi cherchaient à arracher complètement ces caféiers. Pis encore, il y en aurait qui se seraient adonnés carrément à la destruction de la caféiculture. Il s'agirait d'un phénomène lié à la crise, à cause de

l'insécurité, le laisser aller, l'impunité, les déplacements massifs des populations, les incendies des caféicultures et les pillages des sacs de café parche. Le directeur a requis l'appui indispensable de l'administration qui devrait infliger des sanctions aux destructeurs des caféiers, et a demandé à l'OCIBU d'encourager les encadreurs caféicoles et les paysans. En conclusion, la direction de l'agriculture envisage une campagne de sensibilisation avec l'appui financier de l'OCIBU en vue de raviver l'intérêt de la population pour le café..." (Le Renouveau du Burundi, 5 août 1996).

Et dans la même lignée idéologique, on proposait encore de restaurer la journée hebdomadaire obligatoire du café...(OCIBU, 1995).

Conclusion.

Malgré les gros moyens dont a bénéficié la "recherche - café" pendant les 15 dernières années de la période coloniale et les 35 années d'Indépendance du pays, on reste frappé par l'apparente sclérose dont semble atteinte ce secteur de la recherche. Au nom des "acquis" de la recherche, acquis perçus par beaucoup comme un patrimoine sacré et au dessus de tous soupçons, les vraies questions ont été esquivées. Face à l'urgence d'une réorientation de grande ampleur des priorités de la recherche agronomique en matière de caféiculture, l'immobilisme apparent des organismes de recherche pendant les dernières décennies pose question. Tout se passe, en quelque sorte, comme si un certain conformisme agronomique s'était peu à peu emparé des chercheurs nationaux et étrangers ainsi que des nombreux experts sollicités au sujet du café, conformisme qui aurait peu à peu conduit à une soumission progressive de la recherche aux avatars des besoins politiques des uns et des autres. En fait, l'élaboration d'un paquet de normes techniques standard fut tout autant le fruit d'une nécessité politique imposée par les groupes sociaux dominants, que des "acquis de la recherche agronomique".

Durant les premières années de la Deuxième République, les cours internationaux du café étaient élevés, justifiant ainsi les investissements dans la filière. Le discours développementaliste ainsi que les politiques sociales et économiques devaient produire de nouvelles classes sociales et de nouvelles divisions fonctionnelles dans la société au lieu et place des antagonismes ethniques. Ces derniers avaient été exacerbés depuis la crise de 1972 et la "victoire" de quelques familles tutsi du sud du pays sur les élites hutu. Mais cette ambition de supplanter l'opposition ethnique par une compétition économique n'a pas été suivie dans les faits par une réelle ouverture aux Hutu de la formation, et des emplois qualifiés. Au milieu des années 1980, la chute des recettes d'exportation consécutive à la baisse des cours internationaux du café a renforcé le repliement ethnique du groupe au pouvoir sur sa composante clanique et régionale. En outre, le pays avait commencé à appliquer les politiques d'ajustement structurel dont l'une des exigences était la réduction des dépenses budgétaires et des investissements étatiques au profit du secteur privé. Face à ces nouvelles conditions d'austérité, l'État justifiait de plus en plus difficilement son autoritarisme dans le domaine agricole et caféier

du fait de son incapacité à enrayer, par de fortes réévaluations, la dégradation de la rémunération des producteurs.

Comme les agronomes communaux remplissaient une fonction tout autant politique que technique, toute remise en cause du bien fondé du paquet technique qu'ils étaient chargés de "faire passer" dans les campagnes, était immédiatement perçue comme un acte d'insubordination politique.

Développée sur fond de conflit entre l'État et la paysannerie, l'ouverture démocratique du début des années quatre-vingt-dix a été trop brutalement interrompue pour que l'agronomie du café et le débat scientifique puissent s'émanciper quelque peu du poids des rapports sociaux dominants. Dès la campagne électorale même, le café a été présenté par certains comme le symbole de l'exploitation de la majorité laborieuse par l'État, et donc par la minorité qui le contrôlait. La paysannerie, qualifiée par les leaders hutu à la recherche d'une majorité électorale de "simples gens de la bananeraie" (*abanyarutoke*) a été opposée aux élites bureaucratiques et urbaines issues en majorité des clans tutsi. Le café et la bananeraie étaient devenus, par la force de la politique agricole et des pratiques agricoles "modernisantes", des symboles de deux pouvoirs économiques et politiques antagoniques. D'un enjeu économique et politique, le café était devenu aussi un slogan à consonance ethnique..., mais ceci est une autre histoire (sur cet aspect du conflit, lire en particulier: THIBON, 1995; COCHET, 1996 et NDARISHIKANYE, 1998).

BIBLIOGRAPHIE

- BIDOU J. E. (1994): "Burundi: l'engrenage caféier", in TULET J. Ch. et al.: **Paysanneries du café des hautes terres tropicales**, KARTHALA, p. 146-176.
- CAPPECCHI B. (1976): **La culture du caféier et du théier au Burundi**, thèse de doctorat de 3ème cycle, Université de Bordeaux III, 28 septembre 1976.
- CHRETIEN J. P. (1979) : « les années de l'éleusine, du sorgho et du haricot dans l'ancien Burundi, Ecologie et Idéologie », **African Economic History**, N° 7, Spring, 1979, pp. 75-92.
- COCHET H. (1995): **Etude sur la stratégie des producteurs de café au Burundi**, Office du café - OCIBU / INAPG, Paris, décembre 1995.
- COCHET H. (1996 a): "Gestion paysanne de la biomasse et développement durable au Burundi", **Cahiers de Sciences Humaines**, 32-1 (1996), pp. 133-151, ORSTOM, Paris.
- COCHET H. (1996 b): **Burundi: la paysannerie dans la tourmente. Éléments d'analyse sur les origines du conflit politico-ethnique**, Agricultures paysannes et modernisation, Dossier pour un débat n° 60, Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme., Paris.

- COCHET H. (1998) : « Burundi : quelque questions sur l'origine et la différenciation d'un système agraire », **African Economic History**, 26 (1998) : 15-62, Madison, Wisconsin.
- COURCELLES J. (1937): "Établissement d'une plantation de café arabica au Kivu", **BACB**, vol XXVIII, n° 2, pp. 302-317.
- Direction Générale de la Vulgarisation Agricole, Projet d'Appui au Secteur Agricole "PASA" (1992 a): **Situation de la recherche action formation sur la planification conjointe administration famille rurales techniciens**, DGVA n° 11, avril 1992.
- Direction Générale de la Vulgarisation Agricole, Projet d'Appui au Secteur Agricole "PASA" (1992 b): **Planification conjointe et participative administration - familles rurales - techniciens de l'agriculture et de l'élevage, méthodologie de vulgarisation participative**, DGVA N° 12, mai 1992.
- Direction Générale de la Vulgarisation Agricole, Projet d'Appui au Secteur Agricole "PASA" (1992 c): **Mise en place de l'approche participative de vulgarisation agricole "APVA"**, note d'information, DGVA, novembre 1992.
- Direction Générale de la Vulgarisation Agricole, Projet d'Appui au Secteur Agricole "PASA" (1994): **La vulgarisation agricole après la crise d'octobre 1993**, DGVA, janvier 1994.
- GAHAMA J. (1983): **Le Burundi sous administration belge**, ACCT/KARTHALA/CRA, Paris.
- HATUNGIMANA A. (1999) : **La caféiculture au Burundi : économie et société, des débuts à l'indépendance (1920-1962)**, Thèse de Doctorat Université paris I Panthéon-Sorbonne, Centre de recherches Africaines (649 p.).
- HUBERT J-P., OTOUL C., (1987): **Evaluation du transfert et de l'application des thèmes techniques de la caféiculture en milieu paysan, Importance économique de la caféiculture dans l'exploitation agricole familiale, Région naturelle du Buyenzi**, ISABU, N°105, Bujumbura.
- MICHEL L. (1943): "Pratique de la culture du caféier arabica par les indigènes du Ruanda Nord", **BACB**, vol XXXIV, pp. 109-121.
- NDARISHIKANYE B. (1993): "Effets prix sur l'offre de café au Burundi", **Mondes en Développement**, Tome 21, N° 82, 1993, pp. 41-50.
- NDARISHIKANYE B (1998): "Les rapports État-paysannerie au centre du conflit ethnique au Burundi", **Cahiers d'Études Africaines.**, 150-152, XXXVIII-2-4, 1998, pp. 347-383.

- NTACONZOBA A. (1994): **La formation et l'évolution des prix des produits agricoles au Burundi**, FSEA, mémoire de licence, Bujumbura, avril 1994.
- Office du Café du Burundi - OCIBU (1992): **Résultats du recensement café 1991**, décembre 1992.
- Office du Café du Burundi - OCIBU (1995): **Rapport sur l'atelier de relance de l'encadrement caféicole tenu à l'hôtel NOVOTEL, Bujumbura, les 13 et 14 septembre 1995**, septembre 1995.
- PLANARD A. et PAQUAY R. (1961): Quelques observations sur la culture du caféier d'Arabie au Rwanda-Burundi, **BACB, vol LII, n° 1** (février 1961), pp. 9-36.
- RENOUVEAU DU BURUNDI (1e): édition du 5 août 1996.
- RÉPUBLIQUE DU BURUNDI, SECRÉTARIAT NATIONAL PERMANENT DU PARTI UPRONA (1980): **Actes du 1er congrès national du Parti Uprona**, Bujumbura.
- RÉPUBLIQUE DU BURUNDI, SECRÉTARIAT NATIONAL PERMANENT DU PARTI UPRONA (1985): **Actes du 2ème congrès national du Parti Uprona**, Bujumbura.
- THIBON C. (1995): "Les origines historiques de la violence politique au Burundi", in A. Guichaoua (Eds). **Les crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994)**, Karthala 1995, pp. 55-76.